

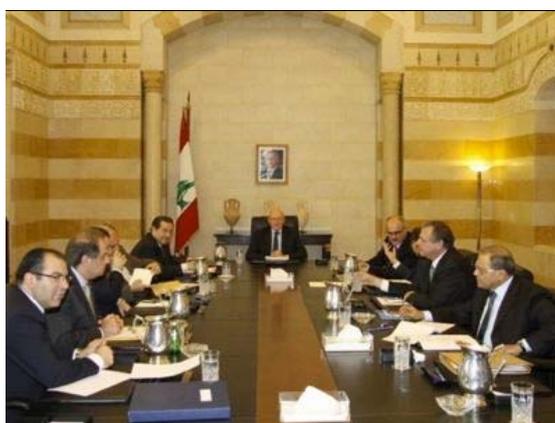
« TENDANCES DE L'ORIENT »

La Résistance est incontournable, n'en déplaie à tous ses ennemis

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 17 MARS 2014

ENGLISH PORTUGUÊS



La Résistance est incontournable, n'en déplaie à tous ses ennemis

Par Ghaleb Kandil

Les illusions de certains sur leurs capacités à modifier les équilibres au Liban, et à concrétiser leurs rêves de prendre pour cible la Résistance et sa légitimité, se sont brisées à la réalité. Ils s'imaginaient pouvoir modifier les rapports de forces avec l'aide de l'Otan et des Arabes du Golfe, notamment de l'Arabie saoudite, mais ils ont encore une fois échoué.

À l'expiration du délai qui aurait transformé le gouvernement de Tammam Salam en Cabinet d'expédition des affaires courantes, la fumée blanche s'est enfin dégagée, et les protagonistes sont tombés d'accord sur une déclaration ministérielle reconnaissant « le droit du Liban et des citoyens libanais à résister à l'occupation israélienne ». Un droit inaliénable et reconnu par la **charte des Nations unies**, mais que certains Libanais étaient prêts à brader, gratuitement, pour servir les intérêts d'Israël en délaissant le seul

facteur qui fait la force du Liban. Le 14-Mars, aidé en cela par le président de la République —qui avait qualifié de « langue de bois » la formule consacrant le droit à la résistance—, ont encore échoué. Quelques heures à peine après le carnaval oratoire du 14-Mars, le Courant du futur s'est résigné à accepter sa défaite. L'intervention de diplomates postés à Beyrouth et des grandes capitales concernées par la situation libanaise ont fini par les convaincre de l'impossibilité de modifier les rapports de forces.

L'escalade initiée par le 14-Mars en refusant le droit des Libanais à résister à l'occupation illustre les dissensions internes qui soufflent dans les rangs de cette coalition, la faiblesse de ses appuis externes, et reflète un amateurisme politique inégalé. Dans ce contexte, on peut souligner les facteurs suivants :

- ▶ L'Arabie saoudite voit se réduire progressivement sa sphère d'influence et le démantèlement de la structure qu'elle a établi, même dans son pré-carré du Golfe, où le Conseil de coopération du Golfe (CCG) est en train de se disloquer.
- ▶ L'Occident, conduit par les États-Unis, est perdu et ne sait pas comment agir après la contre-offensive de la Russie dans l'affaire ukrainienne. Moscou a en effet empêché les Occidentaux de capitaliser sur le renversement de Viktor Ianoukovytch. L'Allemagne lance des signaux sur son désaccord avec ses alliés de l'Otan et semble tentée par un partenariat eurasien avec la Russie.
- ▶ Selon la plus optimiste des évaluations, il est clair que les ennemis de la Résistance sont incapables de lancer une offensive globale, comme ont pu le croire, un instant, ceux qui ont analysé trop simplement et trop rapidement les événements d'Ukraine.
- ▶ Les tentatives d'Israël de modifier les règles de jeu se sont heurtées à de solides réalités sur le terrain et à des ripostes dont certaines sont restées inconnues du grand public et bien mystérieuses.

La détermination des forces politiques libanaises, alliées de la Résistance, et leur gestion très intelligente de la confrontation, ont eu raison de l'entêtement du Courant du futur et du 14-Mars. Ces forces ont brandi la carte des consultations parlementaires contraignantes en cas de chute du gouvernement de Tammam Salam. Elles ont envoyé des messages sur la possible désignation d'une nouvelle personnalité pour former un gouvernement d'où

serait exclu le 14-Mars. Incapables de rester plus longtemps en dehors du pouvoir, les chefs de cette coalition se sont résignés à accepter la mention à la Résistance dans la déclaration ministérielle. Ils ont estimé que le gouvernement actuel est le maximum qu'ils peuvent espérer dans les circonstances actuelles, où la menace du vide plane sur la présidence de la République.

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Il faut comprendre qu'aucune arme n'est interdite aux forces régulières, dont le commandement décide du matériel militaire à choisir, surtout que nous bénéficions d'un financement déterminé. Nous comptons solliciter la diaspora libanaise afin qu'elle use de pressions sur les gouvernements des pays d'accueil pour qu'ils viennent en aide à l'armée. J'espère que toutes les mesures prises dans ce cadre soient couronnées par l'adoption d'une stratégie nationale de défense qui, une fois que les forces régulières seront dotées des équipements et du matériel militaire nécessaires, permettra à la Résistance de devenir un instrument de soutien à l'armée si jamais celle-ci aura besoin d'elle. »

Nouhad Machnouk, ministre libanais de l'Intérieur

« Le terrorisme et les attentats suicides ont commencé depuis trois mois. Les kamikazes se dirigent au Liban dans le but de se faire exploser et de tuer des civils innocents, sous prétexte de se venger de ceux qui participent aux combats aux côtés du régime syriens. Toutefois, ceci ne constitue pas une justification pour exacerber les tensions. Les phénomènes de violence ont leurs raisons politiques et stratégiques résultant de l'ingérence de l'Iran et de la Syrie au Liban. »

Nawaf Moussaoui, député du Hezbollah

« Nous voulons un chef d'État fort, capable de protéger la résistance et le Liban. Actuellement, nous œuvrons, avec beaucoup de bonne volonté, à trouver une formule qui protège les droits de la résistance des Libanais face à l'occupation et aux menaces

israéliennes et cela dans le but de parvenir à l'adoption d'une déclaration ministérielle. Le gouvernement actuel devrait être capable de faire face aux échéances importantes, notamment le lancement des projets de forage du pétrole et du gaz, l'élection d'un nouveau président de la République, et le fait de faire face aux projets des takfiris qui visent à diviser le Liban. Nous devons préserver le Liban, son unité et ses institutions pour être plus forts que ceux qui se font exploser et qui usent de terrorisme et de haine pour nuire au pays. Depuis 1920, tout ce qui se passe en Syrie influe sur le Liban, a-t-il affirmé. Ceux qui prônent donc la distanciation se trompent car une telle attitude ne protège pas le Liban mais le confronte au danger des takfiris. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

« Le Hezbollah n'a pas le droit d'aller combattre les Syriens puis de venir dire aux Libanais que les Syriens vont de toutes les façons les attaquer, parce que ce sont des "takfiristes". Les mouvements "takfiristes" sont présents dans la région et dans le monde depuis des dizaines d'années, et malgré cela, on n'a vu d'attentats-suicides sur le territoire libanais qu'après l'implication du Hezbollah en Syrie. Alors assez d'escroquerie ! Certaines forces au sein du 14-Mars ont estimé qu'il fallait entrer au gouvernement car le fait de rester à l'écart des postes officiels ne sert pas nos objectifs nationaux. C'est une logique saine. Les différences de point de vue au sein du 14-Mars autour de la participation au gouvernement ne sont pas liées au pourvoi des postes officiels, mais plutôt au principe de l'acceptation d'entrer dans un partenariat politique avec le Hezbollah, un partenariat susceptible de lui assurer une couverture alors même que les meurtres se poursuivent, que lui-même continue de violer la souveraineté de l'État, qu'il s'abstient de livrer ses membres inculpés à la justice et qu'il accroît de plus en plus son implication en Syrie. »

Événements

• L'armée syrienne appuyée par le Hezbollah a pris le contrôle de la totalité de la ville de Yabroud, dernier bastion rebelle dans les

montagnes de Qalamoun, à 75 km au nord de Damas, dimanche à l'issue d'une bataille de 48 heures, a constaté un journaliste de l'AFP. « Nous avons pris le contrôle total de la ville à 10 heures ce matin », a affirmé à l'AFP un officier, alors que dans la rue de nombreux soldats et supplétifs de l'armée gouvernementale se reposaient assis sur les trottoirs, la mine fatiguée. « Ce fut la bataille la plus difficile que nous ayons menée car les rebelles se trouvaient dans la montagne qui entoure la ville et dans les immeubles de Yabroud. Il a fallu d'abord s'occuper des collines puis samedi nous sommes entrés par l'est de la ville jusqu'au centre sportif, et aujourd'hui nous avons fini le travail », a-t-il précisé. La prise de ce dernier bastion rebelle près de la frontière libanaise permettra de bloquer toute infiltration rebelle vers le Liban, en particulier vers la ville sunnite d'Ersal (dans la Békaa) qui soutient la rébellion. « Nos braves forces armées contrôlent entièrement la ville de Yabroud, dans la province de Damas, et fouillent la ville pour en retirer les engins explosifs posés par les terroristes », a annoncé la télévision d'État. Elle a affirmé que l'armée pourchassait les combattants entre le village de Flita en Syrie et la ville libanaise d'Ersal. L'armée va maintenant fermer complètement les routes qui permettaient l'acheminement des renforts à l'opposition à travers la frontière libanaise, a indiqué une source de sécurité à Damas. « L'armée syrienne a rétabli la sécurité et la stabilité dans Yabroud et ses environs, après avoir anéanti un grand nombre de terroristes », a de son côté indiqué l'armée dans un communiqué lu à la télévision. « Ce nouvel exploit qui complète les succès remportés par l'armée dans la région du Qalamoun (..) sécurise les régions frontalières avec le Liban et coupe les routes de renforts » pour les « rebelles », affirme le communiqué. « Il renforce également la sécurité de la route internationale entre le sud et le centre » du pays, selon le texte. « Anéantir le terrorisme à Qalamoun est un coup fatal pour les terroristes », ajoute-t-il en assurant « vouloir pourchasser les terroristes pour (...) rétablir la sécurité sur chaque pouce de notre patrie ».

- Treize personnes, dont un soldat, ont été tuées en trois jours de violences confessionnelles à Tripoli, la capitale du nord du Liban minée par les tensions liées au conflit syrien, selon l'Agence

nationale d'information (ANI, officielle). Les affrontements à la roquette et à l'arme automatique, qui ont fait plus de 56 blessés selon l'ANI, ont éclaté jeudi entre les quartiers de Jabal Mohsen et de Bab el-Tebbané. Samedi, un soldat a été tué et cinq autres ont été blessés par des tirs de roquettes et d'obus visant, à moins d'une heure d'intervalle, trois patrouilles de la troupe dans la région de Malloulé. La troupe a arrêté plusieurs personnes durant des perquisitions la nuit et a riposté aux tirs. Un calme précaire régnait dimanche dans le secteur. Les écoles ont fermé samedi dans la ville portuaire et la circulation était faible en raison des violences, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Une personne a ainsi été tuée et trois autres ont été blessées par des roquettes tirées à partir de la Syrie sur des bastions du Hezbollah dans l'est du Liban, affirmé à l'AFP un responsable des services de sécurité. « Une personne est morte et une autre a été blessée à Nabi Othmane par des roquettes tirées à partir de la Syrie », a indiqué le responsable qui a fait état également de deux blessés dans la localité proche de Laboué. L'opération a été revendiquée par le groupe Daech (État islamique en Irak et au Levant – ÉIL).

- Les habitants de la Crimée ont plébiscité dimanche le rattachement de la péninsule à la Russie à 93 %, selon un sondage à la sortie des urnes de l'Institut pour les recherches politiques et sociologiques de la République de Crimée. « 93 % des habitants de la Crimée se sont prononcés pour le rattachement à la Russie, 7 % se sont prononcés pour le statut autonome de la Crimée au sein de l'Ukraine », selon ce sondage diffusé par les autorités séparatistes de la Crimée.

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Malak Akil (13 mars 2014)

Une délégation sécuritaire française de haut niveau a effectué une visite au Liban la semaine dernière pour une mission qui s'inscrit dans le cadre des négociations ininterrompues visant à concrétiser

le don saoudien à l'armée. Pour l'heure, Libanais et Français en sont encore à la phase d'échange de points de vue, bien que deux points-clé aient déjà fait l'objet d'une entente, ces points constituant l'essentiel des besoins de l'armée. Le débat au sujet des détails techniques a été laissé aux parties française et libanaise, et ce débat se déroule à un rythme satisfaisant, à en croire des sources informées. L'Armée libanaise ne s'arrête pas sur le discours qui fait allusion à un problème technique dû à la non concordance entre les armes et équipements français d'une part, et une armée dont les armes et les équipements sont en partie américains de l'autre : il n'y aurait aucun problème à ce niveau selon l'armée.

Il faut cependant souligner que les 3 milliards de dollars ne sont toujours pas sortis du cadre des négociations verbales entre le Liban et la France. Le don ne s'est toujours pas véritablement concrétisé : l'argent n'a pas encore été versé aux Français, son versement étant tributaire de la livraison au Liban de la première partie des armes et équipements figurant sur la liste qui spécifie les besoins de l'armée. La France sera sûrement payée par tranches, au fur et à mesure qu'évoluera le programme de livraison des commandes à l'armée.

D'autres sources reprises indiquent de leur côté que le soutien à l'armée demeure lié aux développements politiques au Liban, sachant que la scène libanaise est le miroir sur lequel se reflètent les rebondissements régionaux et internationaux. Ces sources citent à cet égard la déclaration ministérielle, qui se fait attendre, et le flou entourant l'échéance présidentielle.

As Safir (11 mars 2014)

Daoud Rammal

Les Libanais ont suivi avec intérêt la confrontation entre l'Arabie saoudite et le Qatar dans le but de prévoir ses éventuelles répercussions négatives sur le Liban, d'autant que la rédaction de la déclaration ministérielle bute sur le point relatif à la résistance. Les Libanais sont conscients que l'Arabie saoudite joue un rôle prépondérant au Liban et que le Qatar y est à son tour influent. Partant de là, la préoccupation libanaise est liée à la crainte d'une éventuelle extension du différend saoudo-qatari vers le Liban. La

remise en liberté des religieuses de Maaloula à la faveur d'une médiation qatarie serait l'un des résultats de cette confrontation.

Un diplomate expérimenté explique que la décision de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du Bahreïn de retirer leurs ambassadeurs du Qatar illustre que le royaume wahhabite n'est ni le chef ni le leader du Conseil de coopération du Golfe, et qu'il est incapable d'influencer le plus petit pays du monde, dont le nombre d'habitants ne dépasserait même pas celui d'un quartier de Riyad.

La même source a salué la sagesse dont ont fait preuve le Sultanat d'Oman et le Koweït, qui n'ont emboîté le pas ni à l'Arabie saoudite ni au Qatar, ce qui leur permettra de jouer un rôle important pour colmater la brèche au sein du CCG.

La source considère qu'il est dans l'intérêt du Liban que le Koweït et le Sultanat restent en dehors du cercle du conflit, car ils pourraient contenir la tension saoudo-qatarie afin d'éviter qu'elle ne déborde sur le Liban.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Ibrahim Bayram (12 mars 2014)

L'étape de la normalisation sécuritaire entre le Hezbollah et le Courant du futur a-t-elle commencée ? La coordination en cours entre ces partis n'est pas un luxe ; il s'agit d'une nécessité impérieuse vu les données et considérations suivantes :

- ▶ Premièrement, le Futur qui semble être enthousiaste à l'idée de retourner au pouvoir après une longue période d'absence, est conscient qu'il ne pourra parvenir à son objectif sans apaiser sa relation avec le Hezbollah.
- ▶ Deuxièmement, le Hezbollah n'a pas fait mystère de sa volonté de trouver un dénominateur commun avec le Futur, ayant besoin de la couverture que ce parti pourrait lui assurer pour lui permettre de faire face au terrorisme takfiriste. Il espère aussi atténuer la tension qui existe entre lui et une tranche non négligeable de la communauté sunnite.
- ▶ Troisièmement, le terrorisme qui sévit sur la scène locale peut être contagieux et constituer un danger pour les deux formations.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Hassan Olleik, (14 mars 2014)

Les États-Uniens ont-ils été acquis à l'idée selon laquelle il serait

nécessaire que Michel Aoun accède au Palais de Baabda maintenant que le président français a renoncé à l'idée d'une prorogation du mandat de Michel Sleiman ? Les salons politiques en bruissent. Certains voient dans la position US un complot contre le Hezbollah. Mais ce parti s'est décidé en faveur d'un appui indiscutable au général.

La page de la prorogation du mandat du président Sleiman est tournée. Plus personne n'y croit, hormis M. Sleiman lui-même et quelques-uns de ses proches. Le président François Hollande était l'une des personnalités les plus enthousiastes à l'idée d'une telle prorogation. Des sources au Palais présidentiel libanais assurent qu'il avait soumis cette idée à Michel Sleiman à Baabda au mois de novembre 2012. Mais des responsables ayant visité la capitale française dernièrement rapportent une autre version des faits. Ils citent des proches de Hollande qui ont assuré que le président français s'est enquis de la question de la prorogation mais n'en a pas proposé l'idée. Ceux qui ont entendu cette version en ont conclu qu'il n'était plus question de proposer une prorogation du mandat de Sleiman pour éviter le vide et une déstabilisation du pays. Un responsable politique libanais, habitué de l'Élysée, indique même que François Hollande préfère renforcer la fonction de la présidence libanaise, qui représente la plus haute autorité chrétienne du Levant. Une prorogation du mandat du président rejaillirait négativement sur cette fonction.

« Nous ne pourrions parler de bataille présidentielle que si les États-Uniens se décident à appuyer la candidature de Michel Aoun », estime l'un des candidats à la présidence. Une source politique va dans le même sens : « Les États-Uniens veulent un président qui puisse préserver la stabilité et établir un contact, sans entraves, avec le Hezbollah ». L'ancien ambassadeur US à Beyrouth, Jeffrey Feltman, a contacté l'un des détracteurs libanais de Michel Aoun et l'a titillé en lui demandant : « Qu'en pensez-vous ? Ne serait-il pas utile qu'Aoun soit élu président ? Cela ne contribuerait-il pas au maintien des chrétiens au Liban ? Aoun n'aiderait-il pas à calmer et à brider le Hezbollah ?

Des sources proches de Nabih Berry et de Walid Joumblatt tiendraient le même discours : « Les États-Uniens appuient la candidature de Michel Aoun. Ils veulent mettre à nu le Hezbollah.

Saad Hariri est d'accord. Plus personne ne s'y oppose désormais, à part les chrétiens du 14-Mars, l'Arabie saoudite et nous ».

Au sein du 8-Mars, certains responsables disent redouter un accord entre Aoun et les États-Unis qui ferait voler en éclats l'alliance CPL-Hezbollah. Mais des sources informées balayaient ces craintes d'un revers de la main : « Le soutien du Hezbollah à la candidature de Michel Aoun est indiscutable », affirment-elles.

Al Akhbar (11 mars 2014)

Sami Kleib

L'Iran a entrepris des démarches diplomatiques auprès des responsables européens pour les convaincre que le maintien de Bachar al-Assad à la présidence est une nécessité impérieuse. Le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, s'est rendu le 22 février dernier en Iran, où ses interlocuteurs lui ont clairement fait savoir que « la seule solution en Syrie réside dans la formation d'un gouvernement d'union nationale élargie, regroupant les représentants de l'État et de l'opposition, tout en gardant le commandement du pays aux mains du président Assad ». Les Européens avaient entendu des propos durs sur le rôle saoudien et qatari dans la prolifération du terrorisme. Le 26 février, le ministre qatari des Affaires étrangères, Khaled Bin Mohammad Attiah, est arrivé à Téhéran. Grâce à son expérience, il a appris qu'il était désormais obligatoire de prendre le chemin de Téhéran, au vu des échos provenant à Doha et faisant état d'une sérieuse intention de la part de l'Arabie saoudite d'asséner un coup au rôle qatari.

La chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a entendu à Téhéran ce que son homologue belge avait entendu avant elle.

Al Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(14 mars 2014)

Le Comité exécutif des Forces libanaises tient des réunions successives à tous les niveaux, politique, économique, syndical, touristique et régional, pour élaborer une vision présidentielle complète qui incarnerait les aspirations des Libanais « désireux de recouvrer leur souveraineté, leur indépendance et leur libre décision ».

Selon des informations sûres, le Comité exécutif a formé un groupe

de 12 experts dans tous les domaines et l'a chargé d'élaborer un avant-projet détaillé qui préparerait la candidature à l'élection présidentielle du chef des Forces libanaises, Samir Geagea qui sera annoncée « au moment national approprié ».

Al Joumhouria (12 mars 2014)

Une source du Département US de la Défense a exprimé ses craintes d'attaques terroristes menées par des groupes extrémistes contre l'Armée libanaise et des sites gouvernementaux après les déclarations faites par certaines de ces organisations. La source a exprimé sa « très forte inquiétude vis-à-vis de la situation au Liban avec en perspective l'intensification des combats en Syrie à l'approche des échéances constitutionnelles aussi bien en Syrie qu'au Liban ».

Al Anbaa (Quotidien koweïtien, 14 mars 2014)

Tous les indices montrent que le camp palestinien d'Aïn el-Héloué est entré dans un tournant sécuritaire dangereux, notamment après l'assassinat du colonel du Fatah Jamil Zeidane. Certains milieux ont estimé que cet assassinat vise à affaiblir le Fatah dans le camp en prévision de son contrôle par les organisations extrémistes.

Ce camp, limitrophe de la région Saïda et proche des zones démographiques à majorité chiite, et qui est entouré de barrages de l'Armée libanaise, est devenu une bombe à retardement, selon des sources qui suivent ce dossier de près. Le détonateur qui actionnerait cette bombe se trouve à l'extérieur d'Aïn el-Héloué. L'assassinat du colonel Zeidane est un crime de nature sécuritaire, qui vise à préparer l'explosion du camp à la face de l'armée et de son environnement.

Les mêmes sources s'inquiètent des répercussions de l'assassinat de l'officier du Fatah sur la situation dans le camp et font état d'une initiative du Mouvement Hamas pour prévenir la discorde inter-palestinienne et pour préserver les relations libano-palestiniennes. L'objectif étant de mettre les Palestiniens du Liban à l'écart des conflits régionaux.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad, (11 mars 2014)

À la veille de la visite du président Barack Obama à Riyad prévue le 22 mars, les diplomates arabes et occidentaux en poste à Beyrouth ont les yeux fixés sur le royaume wahhabite pour tenter de comprendre ce qui s'y passe. Certains d'entre eux ont le sentiment que derrière le calme de façade, les orages grondent et l'inquiétude devient palpable, tant le royaume est sur la sellette. Mais en raison de l'absence de transparence, il est difficile d'obtenir des informations crédibles et précises sur les coulisses du pouvoir saoudien. La mise à l'écart du chef des services de renseignement du royaume et ancien homme fort, l'émir Bandar ben Sultan, ainsi que la guerre désormais ouverte entre l'Arabie et le Qatar ne sont que les signes visibles d'un malaise de plus en plus profond.

Selon un spécialiste du royaume, ce dernier traverse actuellement une des plus graves crises depuis sa création, due à une inquiétude quasiment existentielle. Cette inquiétude est motivée par plusieurs facteurs : d'une part, le fait que le pouvoir se fait vieux et le grand nombre d'émirs au sein de la famille royale favorise les guerres de clans pour la succession. D'autre part, la montée en flèche des Frères musulmans, une confrérie islamique qui partage les thèses wahhabites en matière de religion musulmane, mais est en plus structurée, tout en ayant désormais l'expérience du pouvoir dans certains pays de la région et en restant rodée à la clandestinité. Cette confrérie est la seule formation musulmane sunnite en mesure de concurrencer les wahhabites sur le plan de la légitimité islamique et, par conséquent, son développement en Arabie est une menace réelle pour le pouvoir. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les dirigeants du royaume ont quasiment déclaré « une guerre douce » aux Frères musulmans et à l'émirat du Qatar accusé de continuer à les protéger et à les financer. Le troisième facteur qui provoque l'inquiétude des dirigeants wahhabites est la guerre en Syrie et l'échec du pari sur une chute du régime syrien, qui aurait permis l'installation d'un nouveau régime sous la coupe de l'Arabie. Le spécialiste du royaume précise, à ce sujet, que les dirigeants wahhabites craignent que la chute devenue imminente de Yabroud ne soit pour le pouvoir saoudien ce que la chute de Qousseir a été pour l'émirat du Qatar. On se souvient en effet que la chute de cette zone stratégique autour de Homs et d'une partie

de la frontière du Liban a coûté au Qatar son émir et son Premier ministre, rapidement remplacés par le fils de l'ancien émir et une nouvelle équipe. C'est donc en partie dans ce but que le pouvoir en Arabie a procédé à la mise à l'écart de l'émir Bandar, dont le plan de renverser le régime syrien en préparant un assaut contre la capitale par la Ghouta orientale et par Deraa a échoué, au moment où les États-Unis ont renoncé à lancer des frappes contre la Syrie.

Le pouvoir saoudien a ainsi désigné l'émir Mohammad ben Nayef pour remplacer Bandar, et cette décision est essentiellement destinée à satisfaire les Américains qui considèrent cet émir comme un interlocuteur acceptable, notamment en raison de ses positions hostiles à el-Qaëda, à la suite d'un attentat qui l'avait visé il y a quelques années.

Le quatrième facteur d'inquiétude pour le royaume d'Arabie est le rapprochement entre l'Iran et les États-Unis, qui l'a totalement pris de court et qui lui a soudain montré qu'en réalité, il n'est pas un partenaire dont les Américains tiennent compte quand ils décident de la politique à suivre. Dans certains milieux diplomatiques arabes, on est convaincu que la prochaine visite d'Obama à Riyad est en façade destinée à montrer la considération que les États-Unis portent au roi Abdallah, mais dans le fond, elle serait destinée à préparer la succession du roi et à éviter au royaume une guerre de succession fatale, surtout dans le contexte de l'éveil des forces islamiques dans l'ensemble du monde arabe et le retour éventuel des jihadistes envoyés en Syrie dans leur pays, l'Arabie. C'est d'ailleurs là le dernier facteur qui provoque l'inquiétude des Saoudiens. Car, en dépit du décret royal qui punit de prison les jihadistes qui reviennent au royaume, ce dossier risque de provoquer des remous internes qu'il sera difficile de gérer.

Au sujet de la succession, il faut rappeler que le roi actuel Abdallah souhaite favoriser l'accession au trône de son fils Meteeb, désigné récemment chef de la garde royale, alors que les Américains lui préfèrent l'émir Mohammad ben Nayef qui a d'ailleurs été reçu récemment (en février) à Washington par Obama lui-même et par les principaux responsables au sein de l'administration américaine...

Lebanonfiles (Site libanais indépendant, 13 mars 2014)

Antoine Ghattas

Les menaces du Front al-Nosra contre certains soldats de l'Armée libanaise de la communauté chiite, sous prétexte qu'ils combattent en Syrie aux côtés de l'armée régulière syrienne, ne viennent pas du néant. Elles s'inscrivent dans le cadre d'un ancien complot révélé par des renseignements qui font état de préparatifs pour des opérations terroristes importantes sur le territoire libanais.

Un haut responsable de la sécurité a déclaré que les renseignements fournis à l'Armée libanaise par des sources sécuritaires arabes et occidentales mettent en garde contre de graves développements les six prochains mois. Il s'agira de la période la plus dangereuse pour le Liban, qui verrait une recrudescence des attaques terroristes contre des ambassades, des représentations diplomatiques, des sièges d'organisations internationales et des sites de l'Armée.

Le responsable en question indique qu'un service de renseignement européen a transmis, il y a quelques jours aux Libanais, un rapport « top secret », comportant les cibles potentielles des groupes terroristes, qui sont les suivantes : des ambassades de pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite, le Koweït et le Qatar ; des ambassades de pays étrangers, plus particulièrement celles des Etats-Unis, de Russie, de Chine, de Turquie et de France ; les forces de la Finul au Liban-Sud ; des positions militaires et sécuritaires libanaises ; des Husseiniya (chiites), des mosquées et des églises ; des restaurants et des centres de loisirs connus ; des assassinats et des attentats suicide.

Après avoir reçu ce rapport, les services de sécurité libanais ont renforcé leurs mesures de sécurité, y compris les patrouilles et les opérations de surveillance. Des agents en civils ont été déployés discrètement près des ambassades et des sièges des organisations internationales. Des renforts ont été dépêchés près du siège de l'Escwa, à Beyrouth.

Le responsable sécuritaire fait par ailleurs état d'une infiltration permanente d'éléments extrémistes du Liban vers la Syrie. L'Armée libanaise en a arrêté certains, qui tentaient de rejoindre les rangs de la rébellion, notamment la Brigade verte de l'Armée syrienne libre, basée à Raqqa.

AFP (Agence France–Presse, 12 mars 2014)

Le président syrien Bachar al–Assad a dit mercredi sa détermination à poursuivre la guerre contre les rebelles, lors d'une rare visite à des personnes déplacées par les combats près de Damas, selon les médias d'État. « L'État continuera de combattre le terrorisme et les terroristes qui ont déplacé les citoyens de leurs foyers et commis des crimes odieux », a dit M. Assad.

M. Assad s'est rendu le matin dans le centre de déplacés d'al–Doueir dans la localité de Adra dans la province de Damas, selon la télévision et l'agence Sana. Il a « inspecté la situation des déplacés », « a écouté leurs doléances » et s'est « informé des conditions de leur séjour » dans le centre. « L'État continuera d'assurer les besoins essentiels des déplacés jusqu'à leur retour dans leurs foyers », a dit M. Assad.

Une photo postée sur le compte officiel Twitter de son bureau montre le chef de l'État parlant à des femmes et des enfants dans le centre de déplacés.

La ville d'Adra est située au nord–est de la capitale syrienne. Elle fut le théâtre de combats entre rebelles et forces du régime qui avaient lancé en décembre une large offensive pour en expulser les insurgés. La dernière apparition publique du président syrien remonte à janvier lorsqu'il avait participé à une prière dans une mosquée à Damas.

M. Assad avait annoncé en janvier à l'AFP qu'il y avait « de fortes chances » qu'il soit candidat à un nouveau mandat lors de la présidentielle prévue en principe en juin, malgré la guerre qui fait rage dans ce pays.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News

Source : « La Résistance est incontournable, n'en déplaie à tous ses ennemis », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 17 mars 2014, www.voltairenet.org/article182744.html